

**Au lendemain de l'assemblée générale des agents du ministère de la Fonction publique**

## **Trois questions à Régis Malembe, président du Synafopra**

**Propos recueillis par  
Constant Mavoungou**

**Il y a plusieurs mois, vous aviez suspendu votre mouvement de grève, suite aux engagements pris par Jean-Marie Ogandaga. Quel sont ces engagements ? Ont-ils été respectés à ce jour ?**

*Merci de l'opportunité que vous nous offrez. Le devoir de l'Histoire étant un devoir de mémoire, nous tenons à rappeler que nous avons initié un mouvement d'humeur illimité dès le mois de juillet 2015. Après d'après négociations, nous avons sur la base de certains acquis et promesses, suspendu le 11 août 2015 ledit mouvement. Je dis bien suspendu. Il s'agissait, en ce qui concerne les promesses, que les bus de transport soient mis en circulation, que la question de la formation (qui est un devoir et une obligation pour l'agent public) soit réglée, que la prime que nous avions au regard de la sujétion, donc la pénibilité, soit rétablie et enfin, que les réunions du comité tripartite mis en place par Jean-Marie Ogandaga lui-même, se tiennent tous les quinze jours. Malheureusement, aucune de ces promesses n'a été tenue. Aussi, pour des gens qui disent privilégier le dialogue, c'est lamentable ! Notre dernière rencontre a eu lieu en septembre 2015.*

**Le jeudi 20 octobre, vous aviez tenu une assemblée générale. Pourquoi l'avoir fait maintenant et quelles ont été les résolutions ?**

*Nous avons tenu, le 20 octobre dernier, une assemblée générale qui faisait office de rentrée syndicale. L'assistance au cours de cette assemblée a rappelé d'une part que les responsables n'ont pas respecté leurs engagements, et d'autre part, qu'ils affichent une sorte de mépris en refusant de dialoguer avec les partenaires sociaux. Puis, l'assemblée générale a décidé d'initier, sous huitaine, une*



*série d'actions fortes avant de reprendre et ce, pour une durée illimitée, un mouvement de grève non seulement par rapport aux revendications spécifiques suscitées, mais aussi pour celles dites générales liées aux avancements au mérite, aux rappels de tous les agents publics, à la revalorisation des pensions et à la participation des agents publics de catégorie A2 titulaires d'une maîtrise au concours d'entrée à l'École nationale d'administration (ENA).*

**Jean-Marie Ogandaga est reconnu comme un homme affectionnant la politique de la terre brûlée. N'avez-vous pas peur des représailles de ce dernier sur une éventuelle suspension de salaire ? Bien plus, que dites-vous à votre base ?**

*Vous savez, les agents s'attendent à ce que les traitements salariaux soient suspendus. Nous avons déjà nos salaires suspendus en décembre 2015 et à cet effet, une requête en référé contre l'Etat gabonais via le ministère de la Fonction publique, pour suspension arbitraire de traitement est en cours du côté du Conseil d'Etat. Nous savons que pour empêcher toute contestation, il va user de cette méthode. Mais nous sommes convaincus que Dieu nous donnera l'énergie nécessaire pour résister.*